Jeux de mains, jeux de vilaine

écrit par Raphaël Pomey | 22 novembre 2022

Quand ils ne relaient pas servilement la moindre action des névrosés sur pattes qui bloquent des routes et se collent aux tableaux, nos amis de *Blick* leur mendient également des interviews. Et en général, ça donne des échanges passionnants que l'on pourrait résumer de la façon suivante: «Vous n'avez pas peur, avec vos actions…» et là il faut insérer «de bloquer une ambulance», «de vous faire écraser» ou «d'emmerder le monde». Et dans leurs réponses, les activistes vous glisseront un «non moi ce qui me fait peur, c'est la fin du monde si l'inaction de la Suisse continue…».

Comme cela, ça peut sembler un peu répétitif mais sur le plan psychologique, ces entretiens disent beaucoup de la condition des modernes. Ainsi les figures de ces gens très (éco-)anxieux mais totalement décomplexés quant à leurs capacités prométhéennes: «Je suis prête à être détestée si ça permet de sauver le climat», s'enflamme ainsi la militante Anaïs Tilquin, dans son interview parue la semaine dernière. Et cet ex-post-doctorante d'enfoncer le clou: «L'histoire nous pardonnera!» Si vous avez déjà entendu ça quelque part, c'est normal: Tony Blair avait tenu ces propos mot pour mot au moment de partir en guerre face aux Irakiens en 2003. Curieuse filiation pour madame Tilquin, qui ne semble pourtant pas si idéologue que cela. Regardez, elle promet même de lever immédiatement les blocages dès qu'un véhicule d'urgence serait freiné par sa présence sur la route. Serait-ce que la super-glu, tout compte fait, ne fonctionne pas si bien? RP

Plus écologique que le pape

«Nous devrons franchir le pas d'introduire le péché contre l'écologie dans le Catéchisme». C'est ce qu'affirme le pape François dans un livre récemment sorti en Italie, *Je vous en supplie au nom de Dieu*. Au programme, dix grandes causes dans lesquelles pourront puiser à choix les candidates aux élections de Miss Monde. Citons-en trois (de causes, pas de miss): guerre dans le monde, lutte contre les fakes news et, donc, militantisme vert (ou plutôt «protection de la maison commune», pour utiliser le jargon vatican). Et le Saint-Père de nous pondre une vérité tout droit sortie d'une interview d'Anaïs Tilquin (voir ci-dessus): «Le moment d'agir, c'est aujourd'hui, pas demain». Quand il aura fini de faire fuir tous les gens de droite de son église (en plus des victimes d'évêques français pédophiles), le pape pourra au moins piquer la super-glu des militants de Renovate pour garder les gens sur les bancs de messe. RP

Il fait débloquer les bloqueurs

écrit par Raphaël Pomey | 22 novembre 2022

Après l'annonce du départ à la retraite de deux conseillers fédéraux, peut-être Ruben Ramchurn se sentira-t-il pousser des ailes de ministre. Toujours est-il que le caractère plus modeste de sa fonction de vice-président de l'UDC d'Yverdon-les-Bains (toujours préciser «les-Bains» pour faire plaisir à la Muni, ça donne du lustre) ne l'empêche pas de faire beaucoup parler de lui.

Une impunité qui déroute

écrit par Contributions du Peuple | 22 novembre 2022
E ntre le 4 et le 19 octobre, Renovate Switzerland a frappé sept fois. Dernière cible en date: la sortie de l'autoroute A3 à Zurich.
Contacté juste après le sixième blocage, le mouvement refusait de qualifier ses actions d'actes terroristes. «Il est évident que voir des citoyens et citoyennes ordinaires sacrifier leur liberté et leur confort peut faire peur. Parce que cela nous confronte à l'ampleur de l'urgence et de la catastrophe», affirmait Cécile Bessire, responsable presse pour RS. Et de poursuivre sur un ton larmoyant et catastrophiste: «Se confronter à la réalité est terrorisant. Se confronter à un monde à +5 degrés est terrorisant, parce que cela signifie 3,5 milliards de personnes sur les routes, des famines, de la violence, des conflits armés, la mort et la souffrance tout autour de nous. Penser à l'irresponsabilité du Conseil fédéral est terrorisant, car en ne prenant pas de mesure climatique à la hauteur, il cautionne le pire crime de l'histoire de l'humanité et nous condamne à un futur invivable.»

Maxime Meier, ancien président des Jeunes PLR vaudois, évoque lui aussi la peur, mais d'une autre nature: «J'ai été choqué par les images des militants de RS qui se lançaient sur la route depuis la bande d'arrêt d'urgence. De telles actions sont surprenantes, voire traumatisantes, aussi bien pour les activistes que les automobilistes. Imaginez le pauvre conducteur qui se retrouve avec un militant qui se jette sous ses roues.» Le président du Centre du canton de Vaud, Emilio Lado, regrette également la nature clivante des actions de RS: «Si les actions peuvent mettre en lumière des problématiques réelles, à savoir le dérèglement du climat, j'estime qu'elles

peuvent aussi polariser le débat. De ce fait, les parties s'opposent plus qu'elles ne se parlent. Comment trouver une issue favorable alors que le débat et la recherche de consensus sont impossibles?»

Bien que contrariés par les actions de RS, les deux politiciens n'estiment pas que les autorités soient trop laxistes. Celles-ci font déjà le maximum d'après Maxime Meier: «On ne peut pas mettre un policier sur chaque autoroute. Et lors des blocages, les interventions sont rapides et proportionnées.» Son confrère du Centre ajoute: «Nous sommes en démocratie, libre à chacun de s'exprimer et manifester, dans les limites de ce que la loi permet. A titre personnel, je n'aime pas ces méthodes, elles impactent négativement les citoyens, qui ne demandent qu'à aller travailler, chercher ou déposer leurs enfants à la crèche, etc.».

Grands oubliés des débats depuis le début des agissements des militants climatiques, les ambulanciers. Si la faitière Swiss Paramedic Association ne souhaite pas commenter les actions ou les réactions sur le plan politique, son porte-parole Miró Gächter déplore que le flux de circulation ait été entravé: «Il y a eu plusieurs embouteillages de longue durée. Nous n'avons cependant pas connaissance d'un cas où un véhicule de secours aurait été gêné par une telle action. Nous souhaitons néanmoins appeler la population à former systématiquement une voie de secours en cas d'embouteillage (quelle qu'en soit la raison). Nous partons du principe que toutes les personnes concernées, y compris les manifestants, laisseraient passer immédiatement un véhicule de secours.»

Pas une surprise

La différence notable entre les sept derniers blocages et les précédents, en début d'année, réside dans le fait que ces

nouvelles actions avaient été annoncées par RS. Dès lors, *Le Peuple* s'est dirigé vers le Service de renseignement de la Confédération (SRC) afin de savoir si le groupe d'activistes était sous surveillance. Malheureusement, le SRC ne «s'exprime ni sur ses activités opérationnelles, ni sur des cas, des mouvements ou des organisations particuliers». Il nous a toutefois répondu ceci: «Pour que le SRC puisse prendre des mesures préventives dans le domaine de l'extrémisme violent, il ne suffit pas de connaître le contexte idéologique ou politique des personnes, des organisations ou des événements à venir. Le facteur décisif est la référence effective à la violence (c'est-à-dire le fait de commettre, encourager ou lancer un appel concret à l'utilisation de la violence) par des personnes, des organisations ou des événements à venir. Les personnes qui se radicalisent politiquement ne relèvent donc pas de la compétence du SRC tant qu'aucune référence concrète à la violence ne peut être établie. De ce fait, la scène des activistes du climat en tant que telle ne relève pas de la compétence du SRC. L'implication éventuelle de groupes ou d'individus extrémistes violents dans les activités des activistes du climat est traitée par le SRC dans le cadre de son mandat légal. Dans ce contexte, le SRC évalue en permanence la situation et est en contact avec les polices cantonales et fedpol.»

Présente en tant que maman

Autre différence dans les dernières actions de RS: la présence d'une «personnalité» sur un des blocages: Julia Steinberger. Cette chercheuse en économie écologique à l'Université de Lausanne ne met toutefois pas en avant cette casquette: «Je suis ici en tant que maman, en tant que citoyenne, en tant qu'enseignante et en tant que scientifique. Ce n'est pas une exagération d'affirmer que l'habitabilité de notre planète est en train d'être détruite sous nos yeux. Ce qui serait insensé,

ce serait de ne pas faire tout en notre pouvoir, y compris l’action civile non violente, pour sauver une possibilité d’avenir pour notre espèce et le vivant dont nous dépendons tous.»

Nous avons écrit à l’Université de Lausanne afin de savoir de quel œil l’établissement voyait l’engagement d’un de ses enseignants, si Julia Steinberger risquait des sanctions ou si les professeurs avaient le droit de s’engager en politique, quelle que soit l’idéologie. Mais Géraldine Falbriard, attachée de presse de l’UNIL, reste un peu floue: «L’Université de Lausanne soutient l’engagement public de ses chercheurs dans le respect des lois. Comme le dit la professeure Julia Steinberger, elle-même, elle n’est pas au-dessus des lois, et si elle doit être sanctionnée pour son action, elle répondra à la justice. L’UNIL ne peut se substituer à la justice.»

Sur les pavés, le collage

écrit par Jerome Burgener | 22 novembre 2022
S’engluer la main sur du bitume, en plein milieu de l’autoroute est le nouveau signe, en tout cas helvétique, du militantisme climatique. Il est signé Renovate Switzerland. Ce collectif apparu le mois dernier se rebelle contre l’inaction du gouvernement au sujet du problème d’isolation des bâtiments.